

Acheteur public : Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)

Direction service : Armement des phares et balises

Cahier des charges administratives particulières

Numéro de la consultation : 2025APBDCS05

Objet de la consultation :

ARRET TECHNIQUE DU PATROUILLEUR DES AFFAIRES MARITIMES (PAM) JEANNE BARRET 2025

Table des matières

1 IDENTIFICATION.....	4
2 OBJET DU MARCHE.....	4
3 ALLOTISSEMENT.....	4
4 FORME DU MARCHE.....	4
5 DURÉE DU MARCHE.....	4
5.2 Cadre général.....	4
5.3 Reconduction du marché.....	5
5.4 Fractionnement des prestations.....	5
6 LIEU D'EXÉCUTION.....	5
7 DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
8 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
8.2 Représentation des parties.....	6
8.3 Conditions d'exécution.....	6
Remplacement des intervenants.....	6
Délais d'exécution.....	6
Les exigences relatives aux prestations.....	7
8.4 Obligations du titulaire.....	7
Obligation de conseil.....	7
Obligation d'information.....	8
Mesures de sécurité et plan de prévention.....	8
Responsabilité du titulaire.....	8
8.5 Clauses sociales.....	9
8.6 Clauses environnementales.....	9
8.7 Traitement de données à caractère personnel.....	9
8.8 Confidentialité et secret des affaires.....	9
8.9 Principes et bonnes pratiques.....	9
8.10 Clauses de réexamen.....	10
8.11 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	11
Essais de réception et documents à fournir.....	11
8.12 Garanties.....	11
8.13 Pénalités.....	12
Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	12
Plafonnement des pénalités.....	13
Seuil d'exonération des pénalités.....	13
9 REGIME FINANCIER.....	13
9.2 Forme et contenu des prix.....	13
9.3 Variation des prix.....	14
9.4 Avances.....	14
9.5 Modalités financières.....	15
Répartition des paiements.....	15
Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	15
Intérêts moratoires.....	16
9.6 Modalités de facturation.....	16
Mentions obligatoires.....	17

Taux de TVA.....	17
Frais particuliers.....	17
Monnaie.....	17
Transmission des factures.....	17
9.7 Service fait présumé.....	17
10 DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
10.2 Échanges dématérialisés.....	18
10.3 Langue.....	18
10.4 Sous-traitance.....	18
10.5 Suivi des actes de sous-traitance DC4.....	19
10.6 Assurances.....	19
10.7 Autres obligations administratives.....	20
10.8 Résiliation.....	21
10.9 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	21
10.10 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	21
10.11 Différends.....	21
10.12 Litiges et contentieux.....	21
11 ANNEXES.....	22
Annexe 1 : Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	22
12 DÉROGATIONS.....	22
ANNEXE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE....	23
ANNEXE 2 : TRANSMISSION DES FACTURES ET DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	27

1 IDENTIFICATION

Le présent marché est porté par :

L'Etat,

Direction : Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)

service à compétence nationale :

Armement des phares et balises

Adresse : 2, rue de Kérivoal – CS 93039 – 29334 QUIMPER CEDEX

mél. Apb.dam.dgampa@developpement-durable.gouv.fr

SIRET : 13000321300027

TVA intracommunautaire : FR05130003213

Tél : 02 90 08 55 24

L'Armement des phares et balises est représenté par Benoît VIGOT, responsable du service technique a qui est donné à l'effet de signer tous actes et décisions, à l'exclusion des décrets et des arrêtés dans la limite des attributions de l'Armement des phares et balises et des attributions de la cellule technique.

2 OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'arrêt technique du patrouilleur des affaires maritimes PAM « Jeanne BARRET » 2025.

Le marché est un marché de Services .

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 50241100 - Services de réparation de navires.

3 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. Les prestations d'entretien et carénage sont susceptibles d'être réalisées dans l'enceinte d'un chantier naval.

4 FORME DU MARCHÉ

Le marché ne comporte pas de tranches.

5 DURÉE DU MARCHÉ

5.2 Cadre général

Le marché public n'est pas reconductible. La durée du marché court à compter de sa date de notification et comprend :

- la durée d'exécution du marché indiquée à l'acte d'engagement
- la durée de préparation du marché comprise entre la notification du marché et la date de début d'exécution du marché indiquée à l'acte d'engagement
- une durée de gestion administrative du marché de deux mois après la date de fin de l'exécution du marché afin de permettre l'administration du marché par l'acheteur.

5.3 Reconduction du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction. Le marché public n'est pas reconductible.

5.4 Fractionnement des prestations

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

6 LIEU D'EXÉCUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est fixé par le soumissionnaire à l'acte d'engagement. Les prestations sont réalisées dans un lieu adapté et clairement identifié dans l'offre du candidat et conforme au 3.4 du règlement de consultation. Le port d'attache du navire est Le Havre (76).

7 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement **2025APBDCS01_ATTRI1**
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes **2025APBDCS01_CCAP**
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes **2025APBDCS01_CCTP**
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- **CCAG_FCS** <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310341>
- l'offre technique du titulaire
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché **2025APBDCS01_DC4**
- le bordereau des prix unitaires (BPU) **2025APBDCS01_BPU**

8 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.2 Représentation des parties

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteur(s) sont désignés par dérogation au CCAG de référence, au plus tard **lors de la réunion de lancement de l'exécution des prestations.**

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.3 Conditions d'exécution

Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1) en respectant le calendrier fixé dans le cahier des clauses techniques particulières. Ces délais sont en cohérence avec l'offre du titulaire et notamment son planning d'exécution des prestations.

Le point de départ du délai d'exécution est par dérogation au CCAG de référence, fixé à l'acte d'engagement.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, , du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par l'un des membres du groupement :

- **les missions d'organisation, de pilotage et de coordination de l'arrêt technique du patrouilleur**
- **l'établissement du rapport final**
- **la gestion de la garantie.**

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- **les missions d'organisation, de pilotage et de coordination de l'arrêt technique du patrouilleur**
- **l'établissement du rapport final**
- **la gestion de la garantie.**

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

8.4 Obligations du titulaire

Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dérèglements, dysfonctionnements, dangers** potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence au contrat pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Mesures de sécurité et plan de prévention

Le plan de prévention des risques sera proposé par le titulaire et présenté à l'Armement des Phares et Balises (APB).

Il devra être signé par les parties prenantes, les éventuels sous-traitants et toutes entreprises intervenantes sur le chantier.

Avant le début des travaux, le représentant de l'armement (ou le responsable du bord) organisera à bord du navire une réunion avec le titulaire et ses sous-traitants, pour coordonner la sécurité et passer en revue les précautions à prendre durant les travaux. Des responsables « sécurité » du bord et titulaire seront désignés.

Lors de cette réunion sont notamment définies la gestion et la responsabilité de la sécurité des travaux et du navire pendant et en dehors des heures ouvrables.

Les procédures applicables seront clairement définies et consignées dans le compte rendu de réunion (permis de travail à feu nu, consignation électrique, ouverture et fermeture de capacités...).

Un dispositif simple de comptage et d'identification des personnes présentes à bord doit être mis en œuvre à tous les points d'accès du navire.

Une réunion de sécurité se tiendra à bord régulièrement en tant que de besoin. Le titulaire fournit un compte rendu de réunion reprenant l'ensemble des points abordés et décisions actées. Ce compte-rendu est contresigné par les parties présentes.

De la même manière, le titulaire du marché assumera la responsabilité de l'organisation et l'hygiène des travaux et la gestion des installations destinées à ses personnels.

Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.5 Clauses sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

8.6 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

La valorisation ou l'élimination des déchets dont ceux issus du nettoyage et du décapage de la coque, créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne la préservation des milieux aquatiques et le traitement des déchets dangereux. En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

10% de la note du marché sont attribués au critère environnemental, notamment pour juger du traitement des eaux de lavage, des déchets et de la politique environnementale de l'entreprise.

8.7 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel et doit garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.

8.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

8.9 Principes et bonnes pratiques

Suivi de l'exécution du marché

Le service en charge de l'exécution du marché et le titulaire s'engagent à se réunir afin de

- de suivre l'exécution du marché
- de formaliser les décisions prises dans l'exécution des prestations.

La production de compte-rendus de réunion le cas échéant est incluse dans les prix du marché.

Conformément au CCAG de référence, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations. Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Avant chaque mission, le titulaire, et le cas échéant les co-traitants et sous-traitants, complètent la déclaration d'intérêt proposée par l'administration certifiant l'absence de conflit d'intérêt ou identifiant les potentiels conflits existants. Elle est communiquée à l'administration sans délai, pour tous les membres de l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations.

Ce document est également complété par l'entreprise en tant que personne morale. La déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, co-traitant ou sous-traitant.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours à compter de la modification et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Au titre de l'exécution du présent marché, le titulaire pourra être amené à avoir accès à des informations ignorées par d'autres opérateurs économiques ou être conduit à accompagner un service acheteur dans la passation d'un contrat de la commande publique. Dans ces hypothèses, le titulaire est tenu de déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts au sens de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique et toute situation susceptible de fausser la concurrence entre les opérateurs économiques.

8.10 Clauses de réexamen

Survenance d'éléments imprévus

La survenance d'éléments susceptibles de donner lieu à des prestations nouvelles, découverts lors de démontages de pièces ou engendrés lors de l'exécution des prestations, fera l'objet d'un avenant selon les prix indiqués au BPU pour les prestations identifiées par l'acheteur.

Survenance d'éléments exceptionnels

La survenance d'éléments exceptionnels susceptibles de donner lieu à des prestations nouvelles, découverts lors de démontage de pièces ou engendrés lors de l'exécution des prestations fera l'objet d'une négociation entre les parties, elles seront amenées à inclure au contrat, par avenant, une nouvelle tranche. Un prix de référence ou une fourchette de prix, basée sur l'expérience antérieure de l'acheteur pourra constituer un montant de base lors de la négociation. En cas de désaccord, le contrat devra être poursuivi dans la limite du possible.

8.11 Constatation de l'exécution des prestations et admission

Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de contrôle et de vérification s'effectuent de la manière suivante :

- L'admission est prononcée après les essais, s'il est établi que ceux-ci sont entièrement satisfaisants, ou après exécution des mises au point nécessaires suivies, s'il y a lieu, d'essais complémentaires.
- L'organisation, la planification, la définition, la réalisation des essais et les rapports d'essais sont de la compétence du titulaire du marché. Les organismes de surveillance et de contrôle prévus précédemment auront compétence pour suivre les essais.
- Après avoir vérifié que les résultats des essais répondent aux conditions contractuelles, il est prononcé par l'armateur l'admission des prestations.

Essais de réception et documents à fournir

Les essais et les documents à fournir sont précisés au CCTP. Il est à noter que sans remise du rapport final de l'arrêt technique du navire au format papier en 2 exemplaires et au format numérique, aucun paiement des factures liées aux prestations n'est exigible.

8.12 Garanties

Par dérogation au CCAG, les délais de garantie sont définis ci-dessous et débutent à compter de la date d'effet de la réception :

- 1 an pour les prestations « peinture » décrite à l'article 2.2 du CCTP
- 1 an pour toutes les autres prestations.

Par ajout au CCAG de référence, pendant les délais de garantie une prestation défectueuse non réparable doit être remplacée ainsi que tous dommages causés par la défaillance.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Principe du contradictoire

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

Par dérogation au CCAG de référence, et cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations en € HT sur laquelle est calculée la pénalité.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Pénalités de non remise en état de propreté initial :

Une pénalité de 5000€ est prévue en cas de non remise en état de propreté initial à l'issue des travaux.

Plafonnement des pénalités

Conformément au CCAG de référence, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 2000€.

9 REGIME FINANCIER

9.2 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement le cas échéant ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS) ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel, les réunions et les rapports de réunion ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS.

9.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres par dérogation au CCAG de référence.

Les prix du marché sont fermes actualisables. Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de notification du marché.

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

$$P_A = P_i [0,15 + 0,85 \times \Delta I]$$

Dans laquelle :

P_A représente le prix actualisé à deux décimales

P_i est le prix indiqué à l'acte d'engagement

ΔI est le coefficient d'actualisation

Le coefficient d'actualisation est déterminé selon la formule suivante :

$$\Delta I = (I_{\text{noti}}) / (I_{\text{m0}})$$

Dans laquelle :

I_{m0}

Valeur de l'indice " 010534402 " au mois de la remise de l'offre pour le prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements » publié par l'INSEE.

I_{noti}

Valeur de ce même indice à la date de notification du marché.

Les prix actualisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit de l'Armement des Phares et Balises sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière. L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer l'actualisation de prix sans demande préalable du titulaire.

9.4 Avances

Le taux de l'avance est de 30 % par dérogation au CCAG.

L'option B du CCAG-FCS s'applique. Le montant de l'avance est de 30 % du montant du marché. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable. Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché. Le taux de l'avance est de 30%. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché. Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique. L'échelonnement du remboursement de l'avance débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché dans les conditions suivantes :

65,00 % : Récupération de 1/15	70,00 % : Récupération cumulée de 6/15	75,00 % : Récupération cumulée de 11/15
66,00 % : Récupération cumulée de 2/15	71,00 % : Récupération cumulée de 7/15	76,00 % : Récupération cumulée de 12/15
67,00 % : Récupération cumulée de 3/15	72,00 % : Récupération cumulée de 8/15	77,00 % : Récupération cumulée de 13/15
68,00 % : Récupération cumulée de 4/15	73,00 % : Récupération cumulée de 9/15	78,00 % : Récupération cumulée de 14/15
69,00 % : Récupération cumulée de 5/15	74,00 % : Récupération cumulée de 10/15	79,00 % : Récupération cumulée de 15/15

9.5 Modalités financières

Répartition des paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Par dérogation au CCAG de référence les demandes d'acomptes peuvent se faire à tout moment. Il n'est pas prévu de périodicité fixée dans les clauses du marché.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
 - arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense
 - Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant **CGFB200035**
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- Le numéro de la facture
- la date d'exécution des services
- la dénomination précise des prestations
- le prix forfaitaire hors taxes des prestations
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- les éventuels paiements directs versés aux sous-traitants

Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Frais particuliers

Sans objet.

Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée selon les modalités indiquées en **Annexe 2**.

nota : le n° de SIRET Etat 11000201100044 représente l'acheteur sur le portail chorus pro.

9.7 Service fait présumé

Sans objet.

10 DISPOSITIONS DIVERSES

10.2 Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent de préférence via le profil d'acheteur PLACE et à défaut par messagerie électronique.

10.3 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.4 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- **les missions d'organisation, de pilotage et de coordination de l'arrêt technique du navire**
- **l'établissement du rapport final**
- **la gestion de la garantie.**

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de

faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Afin de favoriser l'accès au TPE, la signature électronique des DC4 n'est pas obligatoire mais fortement recommandée.

10.5 Suivi des actes de sous-traitance DC4

Le titulaire fournira un tableau récapitulatif de l'identité des sous-traitants, des prestations et des montants sous-traités indiqués aux DC4 actés. Il fournira un tableau mis à jour en cas de modification des DC4.

Le titulaire devra indiquer au service facturier de l'administration publique, les paiements directs effectués aux sous-traitants. Cela pourra prendre la forme d'une simple mention sur sa facture.

10.6 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti est **au moins égal à la valeur des biens confiés**.

10.7 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à la domiciliation des paiements,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par tout moyen à sa convenance.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

10.8 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

10.9 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10.10 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

Les dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence applicables sont détaillées à l'Annexe1.

10.11 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

10.12 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de RENNES

**Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes Cedex
tel 0223212828
fax 0299635684
greffe.ta-rennes@juradm.fr
<http://rennes.tribunal-administratif.fr/>**

11 ANNEXES

Annexe 1 : Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

Annexe 2 : transmission des factures

12 Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG :

- L'article 8.2 Représentation des parties déroge à l'article 3 du CCAG de référence
- L'article 8.3 Conditions d'exécution – délais d'exécution déroge à l'article 13 du CCAG de référence
- L'article 8.10 Constatation de l'exécution des prestations et admission déroge à l'article 30 du CCAG de référence
- L'article 8.11 Garanties déroge à l'article 33 du CCAG de référence
- L'article 8.12 Pénalités déroge à l'article 14 du CCAG de référence
- L'article 9.3 Variation de prix déroge à l'article 11 du CCAG de référence
- L'article 9.4 Avance déroge à l'article 11 du CCAG de référence
- L'article 9.5 Modalités financières déroge à l'article 11 CCAG de référence

Annexe 1 : Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extra-contractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'*article 46.2 du CCAG FCS* et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Annexe 2 : transmission des factures et des demandes de paiement

I – Modes de transmission des factures

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures à destination :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>